

SYNDICAT DES DIRECTEURS ET DES GREFFIERS

Paris, le 19 janvier 2021

2021 : UNE ANNEE ENCORE SOUS LE SIGNE DE LA MOROSITE POUR LE GREFFE

La nouvelle année commence sous les auspices de la crise de la Covid-19. Si des perspectives d'endiguement de la propagation du virus se manifestent et si un retour à moyen terme, à l'exercice de nos missions dans des conditions normales est envisageable, la crise que nos professions subissaient depuis plusieurs années, elle, est loin de se terminer.

Les sujets qui nous préoccupent restent nombreux et notamment :

- l'austérité salariale
- l'absence d'évolution de carrière à la mesure de notre engagement
- l'absence de politique sociale en faveur de tous les agents
- la dégradation constante des conditions de travail

L'austérité salariale

Depuis 2018 et la maigre revalorisation du point d'indice de 0,6 %, aucune augmentation significative de nos traitements n'a été effective en dix ans. La ministre de la transformation et de la fonction publique l'a rappelé lors du dernier rendez-vous salarial du 24 juillet 2020 : il n'y aura pas de revalorisation. Notre ministère pourra toujours dire qu'il a abondé le complément indemnitaire annuel depuis deux ans. Or, nous constatons tous que cela reste très insuffisant et c'est une mesure dont les critères restent trop flous pour nous satisfaire.

Les directeurs, notamment les directeurs de greffe et leurs adjoints ne bénéficient toujours pas d'une NBI « encadrement supérieur » (allant jusqu'au 200 points) qui leur permettrait une juste reconnaissance de leurs responsabilités et de leur investissement.

L'absence d'évolution de carrière

Pour les directeurs des services de greffe, la réforme statutaire de 2015 avait commencé à réduire drastiquement la mobilité géographique et fonctionnelle en supprimant de très nombreux postes de directeurs principaux et de directeurs dans les tribunaux d'instance et conseils de prud'hommes. La réforme de la Justice du XXI^{ème} siècle n'a fait que parachever cette absence de perspective en fusionnant les juridictions.

Ainsi, nos collègues qui souhaitent réaliser leur avancement au grade de directeur principal devront se contenter de postes éloignés de chez eux, quand il y en a encore !

Pour les greffiers, certes la mobilité géographique reste possible mais le peu d'attractivité que suscitent les postes de greffiers fonctionnels montre bien que le ministère devra en faire davantage et notamment en termes de rémunération pour permettre aux greffiers d'envisager cette mobilité fonctionnelle. Un effort de formation sur ces postes doit aussi être mis en œuvre pour éviter que nos collègues soient complètement livrés à eux-mêmes.

Dans le même temps, la Chancellerie continue de multiplier les emplois contractuels (juristes assistants, assistants de justice, etc.) sur des fonctions et des missions qui justifieraient la création d'un corps de « A judiciaire » et permettraient de redonner de vraies perspectives d'évolution de carrière pour les greffiers !

L'absence de politique sociale en faveur de tous les agents

Depuis des années, nous dénonçons l'inertie de ce ministère dans le développement d'une véritable politique sociale envers ses agents. Aucune réflexion (ou du moins aucun résultat concret) n'apparaît sur les sujets comme la petite enfance, l'aide au logement des directeurs et greffiers notamment dans les villes à l'immobilier sous tension et la restauration (il existe encore de nombreuses juridictions qui ne disposent pas de locaux de restauration dignes de ce nom et d'accès aux restaurants administratifs limités, faute de convention).

La dégradation constante des conditions de travail

Sur ce point, nous constatons tous que l'année 2020 nous a particulièrement fragilisé. Nous avons tous subi la grève des avocats, le confinement, les PCA qui n'ont fait qu'ajouter de la désorganisation, de l'accroissement de stock et un sentiment de pression constante. De nombreux collègues ont dû se plier à la volonté des magistrats d'un retour normal de l'activité sans prise en considération des difficultés du greffe. Le manque de reconnaissance et l'absence de perspectives de carrière nous amènent à nous interroger sur le sens véritable de notre travail.

C'est donc une nouvelle année chargée de combats importants pour la défense de nos intérêts qui s'annonce.

Notre syndicat entend se mobiliser notamment sur ces différentes thématiques :

- la défense de nos statuts et notamment l'arrêt du recours aux contractuels
- en l'absence de revalorisation salariale au niveau national, l'augmentation significative des enveloppes du CIA, seul levier actuel
- le chantier de la protection sociale complémentaire à travers notre participation à un groupe de travail au niveau de la fonction publique
- la lutte contre les risques psychosociaux

Nous restons à votre écoute et pouvons vous aider dans la défense de vos intérêts. N'hésitez pas à solliciter nos collègues délégués et/ou à nous rejoindre.

Pour le bureau

La secrétaire générale